



Effondrement du commerce extérieur en 2020 en raison de la pandémie

Les chiffres du commerce extérieur pour 2020 montrent les conséquences négatives historiques de la pandémie de coronavirus sur les exportations suisses. Il appartient maintenant aux milieux politiques d'assurer une reprise rapide grâce à des conditions-cadre judicieuses – en acceptant l'accord de libre-échange avec l'Indonésie et en supprimant les droits de douane sur les produits industriels par exemple.

Les chiffres historiquement bas enregistrés au deuxième trimestre 2020 avaient annoncé le repli phénoménal du commerce extérieur suisse que confirment aujourd'hui les [chiffres pour 2020 publiés ces jours](#). Le commerce extérieur a fléchi de 40 milliards de francs l'an dernier. Les exportations ont reculé de 7,1% pour atteindre 225,1 milliards de francs et les importations de 11,2% à 182,1 milliards de francs. La balance commerciale pour 2020 présente un excédent record de 43 milliards de francs, qui s'explique par la contraction plus importante des importations que des exportations. À la fin de l'année, le commerce extérieur suisse se trouvait au même niveau qu'il y a trois ans. L'an dernier, en raison de la pandémie, il a accusé un déclin massif, après quatre années de croissance.

2020, ANNUS HORIBILIS POUR LE COMMERCE EXTERIEUR SUISSE

Toutes les branches exportatrices ou presque sont touchées. On constate toutefois des différences d'un secteur et d'une région à l'autre. Les branches de l'horlogerie et de la bijouterie ont connu la plus forte baisse, avec un recul des exportations à hauteur de 50% de la valeur totale. Seules les exportations des secteurs chimique et pharmaceutique ont évolué positivement. Les exportations

de machines, d'équipements électriques et de métaux ont diminué de respectivement 11%. Excepté pour la Chine qui a établi de nouveaux records dans ses échanges avec la Suisse, les exportations vers l'Asie ont baissé. Les exportations vers l'Europe (-6,2%) et l'Amérique du Nord (-6,1%) ont également sensiblement diminué.

En ce qui concerne les importations, les mêmes tendances sont observées pour les trois grandes zones économiques: -16% pour l'Amérique du Nord, -11,2% pour l'Europe et -9,9% pour l'Asie. Seules les importations de textiles, et plus précisément de vêtements et masques de protection, ainsi que de denrées alimentaires, alcool et tabac compris, ont enregistré une augmentation en 2020. Dans tous les autres secteurs, les importations ont massivement diminué.

LA VOIE POUR UN AVENIR FLORISSANT

Au terme de la pandémie, les activités économiques devraient reprendre. Alors, l'industrie exportatrice suisse devrait elle aussi voir ses chiffres s'améliorer. Une reprise partielle a déjà été enregistrée aux troisième et quatrième trimestres de l'année dernière. Le manque à gagner de 2020 ne pourra pas être rattrapé.

L'industrie exportatrice est un pilier majeur de l'économie suisse et donc essentielle pour la prospérité et la garantie des emplois. Les entreprises exportatrices suisses génèrent 40% de la création de valeur d'une des économies les plus intégrées au niveau mondial. Dans ces conditions, les milieux politiques suisses doivent prendre des mesures pour soutenir l'économie.

ACCEPTER L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE AVEC L'INDONESIE LE 7 MARS EST CRUCIAL

Au-delà des aides d'urgence actuelles, il est important de mettre en place des conditions-cadre favorables aux entreprises. Cela passe entre autres par la suppression des droits de douane sur les produits industriels, qui réduira les coûts d'approvisionnement des entreprises. De plus, afin de garantir les relations bilatérales avec l'UE sur le long terme, la Suisse doit effectuer les ultimes clarifications en lien avec l'accord-cadre institutionnel. Elle doit s'y atteler rapidement et réaliser des progrès substantiels. D'autres accords avec l'UE, tels que celui de reconnaissance mutuelle (ARM) pour les produits de la technique médicale, dépendent de progrès rapides en lien avec l'accord institutionnel. L'acceptation de l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, le 7 mars prochain, est une condition pour conquérir un nouveau marché important. De même, refuser un contrôle étatique des investissements contribuera beaucoup à créer de bonnes conditions-cadre.